ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.948/4
DU 14 MARS 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, le 15 février 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 26 février 1981 portant exécution des directives des Communautés européennes relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques, des tracteurs agricoles ou forestiers à roues, leurs éléments ainsi que leurs accessoires de sécurité », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements régionaux.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 8 février 2012.

Il revient donc à l'auteur du projet de veiller à ce que l'accomplissement de cette formalité préalable soit mené jusqu'à son terme.

2. Une loi du 30 juillet 2010, entrée en vigueur le 1er octobre 2011 [1] a inséré dans la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' des dispositions relatives à l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable.

Le législateur a défini l'« évaluation d'incidence » comme étant « l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, c'est-à-dire la méthode permettant d'étudier les éventuels effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les effets sur les recettes et les dépenses de l'État, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l'étranger, d'une politique proposée avant que la décision finale ne soit prise » [2].

[1] Selon son article 4, la loi du 30 juillet 2010 'modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' « entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge ». Cette publication étant intervenue le 14 octobre 2010, il en résulte que la loi du 30 juillet 2010 est entrée en vigueur le 1er octobre 2011.

[2] Article 2, 9°, de la loi du 5 mai 1997.

Le système suivant a été mis en place :

1° en principe, tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence [3] ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres [4], qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au Moniteur belge, n'a pas été pris ;

2° lorsqu'il apparaît, au terme de l'examen préalable, qu'une évaluation d'incidence est requise, il doit alors être procédé à ladite évaluation [5] ;

3° le respect de la procédure ainsi prescrite conditionne, selon le cas, le dépôt du projet de loi devant les Chambres législatives, l'adoption du projet d'arrêté royal ou l'approbation du projet de décision par le Conseil des ministres [6].

En l'espèce, aucun des documents transmis au Conseil d'État ne permet d'établir que la procédure décrite ci-avant a été suivie, plus spécialement l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

L'auteur de l'avant-projet veillera à l'accomplissement de cette formalité.

Si l'examen préalable précité aboutit à la conclusion qu'une étude d'incidence n'est pas requise en l'espèce, le préambule du projet sera complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise ».

---

[3] Article 19/1, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 5 mai 1997. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au Moniteur belge.

[4] Article 19/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997.

[5] Article 19/2 de la loi du 5 mai 1997. Cette disposition charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de l'évaluation d'incidence. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au Moniteur belge.

[6] Article 19/3 de la loi du 5 mai 1997.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 2

1. Dans le membre de phrase introductif de l'article 2 du projet, les mots « un alinéa rédigé comme suit » seront remplacés par les mots « deux alinéas rédigés comme suit ».

2. Le cas échéant, l'auteur du projet complètera également la phrase liminaire de cette disposition par la mention d'un précédent arrêté royal modificatif en projet 'modifiant l'arrêté royal du 26 février 1981 portant exécution des directives des Communautés européennes relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques, des tracteurs agricoles ou forestiers à roues, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité', qui a fait l'objet de l'avis de la section de législation 50.678/4, donné le 19 décembre 2011 [7].

Article 3

L'article 3 du projet dispose que celui-ci entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Le Conseil d'État n'aperçoit pas la justification de cette dérogation à la règle usuelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux, fixée par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

---

[7] Projet d'arrêté royal dont aucune publication au Moniteur belge ne permet, à ce jour, de confirmer l'adoption définitive.

La chambre était composée de

Messieurs	P.	LIÉNARDY,	président de chambre,
	J.	JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S.	BODART,	
Madame	A.	WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	S.	VAN DROOGHENBROECK,	
Madame	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.948/4
VAN 14 MAART 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 15 februari 2012 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 februari 1981 houdende uitvoering van de Richtlijnen van de Europese Gemeenschappen betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan, landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen, hun bestanddelen alsook hun veiligheidsonderdelen", heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de drie gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevinden zich echter alleen de afschriften van de brieven gericht aan de verschillende gewestregeringen, die net als de adviesaanvraag 8 februari 2012 gedateerd zijn.

De steller van het ontwerp dient er dus op toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste volledig wordt vervuld.

2. Bij een wet van 30 juli 2010, die op 1 oktober 2011 in werking is getreden[1], zijn in de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ bepalingen betreffende de duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling ingevoegd.

De wetgever heeft de “effectbeoordeling” gedefinieerd als “duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling, zijnde de methode voor het bestuderen van mogelijke sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede de effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, van een voorgesteld beleid op korte, middellange en lange termijn in en buiten België vooraleer de uiteindelijke beslissing wordt genomen”[2].

---

[1] Volgens artikel 4 van de wet van 30 juli 2010 ‘tot wijziging van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ “treedt [deze wet] in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad”*. Doordat de wet van 30 juli 2010 is bekendgemaakt op 14 oktober 2010, volgt daaruit dat deze wet in werking is getreden op 1 oktober 2011.

[2] Artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997.

In dat kader is de volgende regeling ingevoerd:

1° in principe moet elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd aanleiding geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren[3]; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad[4], welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is;

2° wanneer uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling vereist is, dient de voormelde beoordeling te worden uitgevoerd[5];

3° de naleving van de aldus voorgeschreven procedure is een voorwaarde, naargelang het geval, voor het indienen van een wetsontwerp bij de Wetgevende Kamers, voor het uitvaardigen van een koninklijk besluit of voor het goedkeuren van een voorstel van beslissing door de Ministerraad[6].

In casu kan uit geen enkel stuk dat aan de Raad van State overgezonden is, opgemaakt worden of de hiervoren beschreven procedure gevolgd is, meer in het bijzonder of vooraf onderzocht is of het noodzakelijk is een effectbeoordeling uit te voeren.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste wordt vervuld.

Indien het voornoemde voorafgaand onderzoek leidt tot het besluit dat een effectbeoordeling *in casu* niet vereist is, dient de aanhef van het ontwerp te worden aangevuld met een als volgt gesteld lid:

“Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is”.

---

[3] Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997. Bij artikel 19/1, § 2, van de wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

[4] Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997.

[5] Artikel 19/2 van de wet van 5 mei 1997. Bij deze bepaling wordt de Koning ermee belast de effectbeoordeling te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is geen besluit met een dergelijk onderwerp in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

[6] Artikel 19/3 van de wet van 5 mei 1997.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In de inleidende zin van artikel 2 van het ontwerp moeten de woorden “een lid, luidend als volgt” worden vervangen door de woorden “twee leden, luidend als volgt”.

2. In voorkomend geval dient de steller van het ontwerp ook de inleidende zin van deze bepaling aan te vullen met de vermelding van een voorafgaand ontworpen koninklijk wijzigingsbesluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 februari 1981 houdende uitvoering van de Richtlijnen van de Europese Gemeenschappen betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan, landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen, hun bestanddelen alsook hun veiligheidsonderdelen’ waarover de afdeling Wetgeving op 19 december 2011 advies 50.678/4 heeft gegeven.[7]

Artikel 3

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt dat dit ontwerp in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State ziet niet in om welke reden wordt afgeweken van de gebruikelijke regel inzake de inwerkingtreding van Koninklijke besluiten, vastgelegd bij artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

---

[7] Tot op heden kan de definitieve aanneming van dit ontwerp van koninklijk besluit met geen enkele bekendmaking in het Belgisch Staatsblad worden aangetoond.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P.	LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J.	JAUMOTTE,	staatsraden,
	S.	BODART,	
Mevrouw	A.	WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
de Heer	S.	VAN DROOGHENBROECK,	
Mevrouw	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE P. LIÉNARDY